



FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'ADULTES RURAUX CATHOLIQUES

VOIX DU MONDE RURAL

2007/03 N° 87

LE COMMERCE ÉQUITABLE

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL 2007/3 • BUREAU DÉPÔT 5330 ASSESSE • IMPRIMÉ À TARIF RÉDUIT • P505253

VMR

Rédacteur en chef:
Mme Daisy HERMAN

Secrétariat:
FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE
Tél/fax: 32-83-65 62 36
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:
ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:
FIMARC aisbl

Photos & Dessins:
FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:
15,00 €/an

Parution:
27^e année

Impression:
IMPRIBEAU
Beauplateau 1
6680 SAINTE-ODE
BELGIQUE
www.impribeau.be

Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Teresa Martinez Delgado - Mexique</i>	
Informations générales	29

*En couverture: Le temps de la moisson
Indonésie*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Le dernier numéro de VMR portait sur l'économie solidaire. Nous en avons parlé de manière assez générale sans en aborder en détail les différentes facettes. Ce numéro portera sur le commerce équitable, un des mécanismes qui pourrait être amplifié pour développer cette économie.

Le commerce équitable qui a vu le jour dans les années 1960 n'a cessé de croître et son chiffre d'affaires est chaque année plus important sans toutefois n'atteindre qu'entre 0,01 et 0,02 % de la part du marché global. Le commerce équitable est avant tout une autre démarche de commerce dont l'objectif est, à terme, de modifier profondément les règles commerciales. Il est fondé sur des principes qui doivent permettre aux producteurs de vivre dignement de leur travail : relations de longue durée ; prix stables pour ne pas dépendre de l'arbitraire du marché ; préfinancement de la production pour éviter les usuriers ; respect de la justice sociale ; protection de l'environnement, transparence financière ; fonctionnement participatif et démocratique ...

Nous verrons ce qu'il a de positif pour des milliers de petits producteurs, notamment les femmes et les personnes marginalisées qui, dans le secteur de l'économie classique, ont bien peu de chances de pouvoir se développer.

Nous tenterons également d'en voir les limites tel qu'il est organisé pour le moment. Car nous sommes bien dans des relations commerciales avec des exigences de divers types, telles que les contrôles sanitaires, la certification des produits, les coûts de transports qui ont des incidences tant sur l'environnement que des répercussions sur les prix.... Commerce et équitable... deux mots qu'il apparaît parfois difficiles d'associer.

Le vrai commerce équitable est celui qui donnerait le même niveau de vie aux producteurs et aux consommateurs. Nous en sommes loin, mais nous continuons à penser que c'est dans l'addition de toutes les forces alternatives qui réclament une autre économie, d'autres relations de justice que nous arriverons à faire bouger les choses.

Vous retrouverez aussi dans ce numéro de VMR, vos rubriques habituelles et l'interview d'une femme d'Amérique Latine, continent qui a une longue expérience du commerce équitable et de toutes les formes d'échanges commerciales ou non.

Nous vous souhaitons bonne lecture de ce VMR.

*Daisy Herman
Secrétaire générale.*



Action des Mouvements

Egypte

En mars 2007, l'IDAM, service du développement du diocèse de Minia, a lancé une enquête participative auprès de 10 communautés villageoises, ce qui représente quelques 80.000 personnes. L'objectif de cette enquête était de voir les problèmes les plus criants, les projets rencontrant un certain succès et à partir de là, de rédiger des recommandations à remettre aux

autorités politiques pour tenter d'infléchir les politiques sociales. Les problèmes majeurs soulignés sont le manque de revenus des familles, obligeant les hommes à trouver du travail à l'étranger ou à la capitale, du manque de collectes des déchets, du manque d'activités et de perspectives pour les jeunes qui sont nombreux à vouloir quitter le pays.



*Membres de l'ADIM
El Minia, Juillet 2007*



Forgerons de la région de Lassa Haut, Togo juillet 2007

Togo

Dans la région de Lassa-Haut, l'activité principale est axée sur l'agriculture. Toutefois, dans cette région de montagne, de terres rocheuses elle est assez difficile. Les paysans se sont organisés pour commercialiser leurs produits en groupe et pour développer des activités de type artisanat utilitaire. Ainsi, par exemple, des forgerons travaillent en équipe de trois : un batteur, un souffleur et chef de forge). Chacun a sa fonction ce qui permet un travail efficace pour réaliser les houes, dabas et autres instruments qui servent à la vie quotidienne des agriculteurs de la région... La rémunération s'organise entre eux : quand une pièce est réalisée, chacun son tour est chargé de le vendre et garde l'argent pour lui. Quelques pièces seront vendues pour l'achat du charbon de bois et pour l'achat de l'acier : matériau de base.

Cameroun

Le MARC, fondé en 2005, poursuit ses activités de développement du mouvement en alliant rencontres des équipes nationales et paroissiales et le développement et l'accompagnement de projets socio-économiques. Au cours des rencontres nationales, une partie du temps est consacrée à la visite sur le terrain de projets d'élevage ou de cultures. Pendant et après ces visites, des sessions pratiques de formation sont organisées, visant à mettre en valeur les réussites et à donner des conseils pratiques pour l'amélioration de ces projets d'élevage de porcs, de poulets, d'aulacodes, ou encore de soja, de manioc ou d'ananas



L'aulacode a une queue courte, de petites oreilles, et un corps trapu. Il pèse environ 9 kg et mesure à peu près 60 cm.



*Magasin de produits biologiques
Séoul, Corée du Sud - Mai 2006*

Corée du Sud

Le mouvement KCFM rencontré en Corée du Sud lors de la Rencontre Mondiale de la FIMARC est un bon exemple de la volonté de promouvoir les produits locaux. L'originalité du mouvement est le travail constant et pratique réalisé avec les consommateurs. Chaque année des groupes de consommateurs, ou des groupes d'enfants des villes, sont invités à la campagne pour des camps de formation ; il s'agit de toucher du doigt la vie des paysans, de participer avec eux aux travaux des champs, à la pollinisation des poires, à la récolte des produits.

La dimension de travail avec les consommateurs est un des gages de réussite, et de fidélisation de la clientèle.

Les consommateurs, qui savent comment sont fabriqués les produits, les conditions de travail et de transformation, connaissent et acceptent de payer le prix juste aux producteurs

Ce sont aussi ces groupes de consommateurs conscients qui sont aux côtés des producteurs lors des revendications du monde agricole.

Vietnam

Le centre MAI VIETNAMESE HANDICRAFTS a été créé au début des années 1990 principalement comme centre de formation pour les enfants des rues. La situation s'étant améliorée pour les enfants, le centre aujourd'hui travaille avec des femmes issues des quartiers défavorisés de la banlieue de Ho Chi Minh Ville. Grâce aux activités de production d'artisanat, ces femmes perçoivent un salaire mensuel de 50 US\$ alors que le salaire minimum dans le pays est de 20US\$. Une des caractéristiques du commerce équitable est qu'il permet à des femmes de valoriser leur travail, dans des conditions correctes et pour un salaire raisonnable et stable.

Inde

Depuis plusieurs années, les groupes membres de l'INFACT et de l'INAG travaillent à la promotion de produits agricoles biologiques et ayant bien compris le concept de souveraineté alimentaire, travaillent également pour la diversité de la production, avec comme but de satisfaire les besoins locaux des populations rurales.

Forts de ces convictions, en janvier 2005, les organisations créent le FTK (Fair Trade Alliance Kerala), le premier magasin de produits biologiques au Kerala. Actuellement les activités de FTK se développent principalement dans l'état du Kerala mais des contacts sont déjà établis avec le Tamil Nadu et sans doute dans les années à venir avec d'autres états voisins.

Paraguay

Dans le cadre des activités de développement du mouvement, les communautés de base mènent un travail intéressant dans l'apprentissage de la défense de leurs droits fondamentaux. Une autre expérience intéressante est la mise en route des « Magasins solidaires » où on peut trouver les produits de base de première nécessité à prix et à poids justes. Ces magasins sont aussi des espaces de rencontres entre les membres grâce au troc. Les compagnies, magasins traditionnels sont situés loin des campagnes et ces « magasins solidaires » sont la seule façon de satisfaire aux nécessités de base dans un système de règlement interne consensuel.



Brésil

Le Brésil, tout comme le Mexique est touché de plein fouet par la demande accrue en céréales pour la production d'agro carburants. La population paie 3 fois plus pour les aliments si on compare les prix du premier semestre de l'année 2006 et ceux pratiqués au cours du premier semestre de 2007. Il y a 800 millions de véhicules motorisés dans le monde – le même nombre de personnes qui survivent dans des conditions de dénutrition chronique. Au Mexique, tout récemment la population s'est mobilisée pour dénoncer l'augmentation de 60% du prix des tortillas, alimentation de base de la population. La malnutrition menace 50 millions de latinos américains y de Caribéens, 10 % de la population du continent. L'expansion des zones cultivées pour la production d'éthanol fait courir le risque de transformer ce type de carburant en prédateur de vies humaines.

Portugal

Tous les 3 ans, le Mouvement ACR organise son Assemblée nationale. Cette Assemblée a eu lieu les 07 et 08 juillet dernier à Viseu avec comme thème de réflexion « Rêver et dessiner le futur » dans une lecture prospective de la société post-moderne.

Ce fut aussi l'occasion pour le mouvement d'analyser les résultats de l'enquête menée au sein du mouvement sur les caractéristiques des groupes et ses engagements au sein de l'église et de la société pour définir les priorités d'action pour les 3 années à venir.



*Viseu, Portugal,
Assemblée générale de l'ACR
Juillet 2007*



L'Aubaine, magasin de seconde main, Belgique

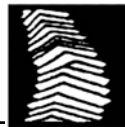
Belgique

L'Aubaine, magasin de seconde main organise chaque deuxième jeudi du mois un atelier de transformation de vêtements. Le 02 septembre, l'ACRF régionale a organisé une journée intitulée « Femmes, reines de la récup ». Au cours de cette journée diverses activités ont été présentées, telle qu'un défilé de mode pour présenter les créations de transformation de vêtements de seconde main, un concours de photos mettant en valeur les multiples objets détournés de leur destination première ou encore la distribution d'un folder pratique sur quoi faire des vieux vêtements. Des jeux de société fabriqués à partir de matériau de récupération étaient également présentés, tant pour les enfants que pour les adultes.

Croatie

Créée par l'Eglise catholique et soutenue par certaines entreprises, l'association NAUK a pour objectif de former les paysans pour les aider à travailler de manière plus efficace dans les zones rurales où la production est faible. L'association a pour projet de créer une ferme pédagogique de 200 hectares qui permettrait dans le même temps d'assurer cette formation à l'agriculture biologique et à pourvoir les écoles, collectivités...de la région en produits de qualité.





Le commerce équitable met les êtres humains au centre de l'économie

« Quand le fou montre la lune du doigt, l'imbécile regarde le doigt ». C'est-à-dire que nous avons tous tendance à regarder le détail, mais pas la cause des situations. Ce proverbe peut être appliqué à la manière dont nous regardons le commerce équitable : il ne s'agit pas de fixer notre regard seulement sur le contenu du commerce équitable, mais de regarder au-delà pour voir les mécanismes économiques du commerce mondial. Alors nous serons en mesure d'agir là où nous pouvons faire changer les situations pour un meilleur bien-être des populations.

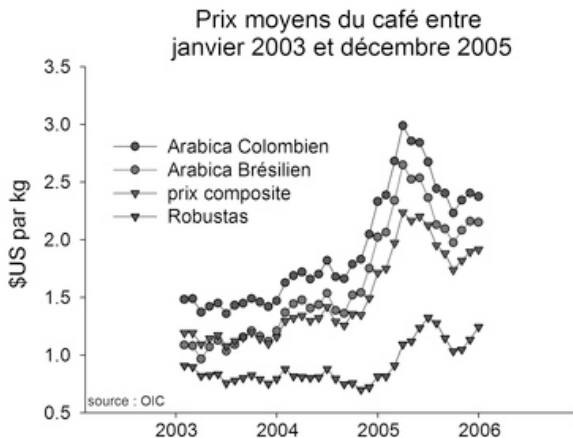
C'est le but de ce dossier : mettre en évidence les finalités du commerce équitable et proposer une approche des mécanismes du commerce mondial classique. Bien que ne représentant qu'une part infime du commerce mondial, le commerce équitable pose les jalons de ce que pourrait être ce commerce mondial au service des personnes et des communautés humaines, et non d'abord au service des acteurs financiers.

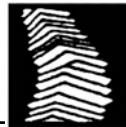
« LE PRIX DU CAFE N'EST PAS FIXE PAR DIEU »

Depuis plusieurs années, la part de l'Afrique diminue dans le commerce mondial classique et dans le commerce équitable. Le commerce concerne de plus en plus les pays émergents, tels l'Inde, le Brésil et d'autres, au détriment des pays les plus pauvres. Force est de constater que le commerce équitable ne parvient pas à intégrer les plus pauvres de notre planète.

Les producteurs échappent à trois types d'exploitation

Le prix mondial du café est fixé à la Bourse de Londres. La livre anglaise de café (453 grammes) coûte 0,80 € à produire ; le prix sur le marché mondial (moyenne 2000 – 2005) est de 0,50 € la livre ; le producteur produit donc à perte. Conséquences : pour l'Afrique, le manque à gagner est plus élevé que l'aide publique pour la lutte contre le VIH/SIDA ; en Ouganda, quand le prix du café est en dessous de 0,75, les enfants ne vont pas à l'école, faute d'argent dans les familles.





Au contraire de ce marché mondial classique, le commerce équitable du café paie la livre aux environs de 1 €. Conséquences : de meilleurs revenus aux producteurs ; un prix juste pour le café produit, ce qui est un Droit humain ; les rapports entre producteurs et consommateurs sont situés en termes de Droits humains et non seulement en termes de bénéfices financiers.

A Haïti, produire et vendre du café dans le circuit du commerce équitable permet aux producteurs d'échapper à trois exploitations. « Ce n'est pas Dieu qui fixe le prix du café, mais la Bourse de Londres » : mise en lumière des mécanismes mondiaux du commerce et du pouvoir des sociétés transnationales (STN) ; le producteur échappe à la fatalité du prix et du pouvoir des STN. Il échappe aussi au monopole de la production et de la commercialisation qui est entre les mains de 9 grandes familles du pays ; les producteurs prennent conscience qu'ils peuvent agir ensemble et mettre en œuvre un autre type d'agriculture. Enfin, les femmes se libèrent, car l'argent arrive dans leurs mains et elles peuvent décider de ce qui est bon pour leur famille et leur communauté. Le commerce équitable met le pouvoir de décision économique – donc le pouvoir politique – entre les mains des acteurs locaux.

Accéder au marché ne suffit pas

En Guinée, la petite filière de la pomme de terre distribue 2 millions d'euros de façon équitable entre les différents acteurs de la production à la commercialisation, et par l'exportation permet d'apporter des devises au pays. Elle assure des revenus à 500 producteurs locaux. L'importation de pommes de terre subventionnées par l'Europe arrivent à un prix plus bas sur les marchés locaux et déstabilisent la filière locale. Il ne suffit pas de produire et de vendre de façon équitable, encore faut-il résister aux importations à bas prix, donc mettre en cause les mécanismes du commerce mondial classique.

Dans les années 1960, les pays du Sud affirment vouloir devenir maîtres de leur développement et de leurs capacités propres : « Commerce plutôt que l'aide ». La libéralisation du commerce mondial, sous l'impulsion du Fonds monétaire international (FMI) de la Banque mondiale (BM) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), n'a pas donné les résultats escomptés. Entre 1975 et 2000, la part des exportations des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) vers l'Europe est passée de 6,7 % à 4 %. L'accès au marché seul ne suffit pas à produire des dynamiques de développement. Le commerce équitable – qui distribue les revenus entre tous les acteurs – est un outil pour mettre en œuvre localement les moyens d'un véritable développement, dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Connaissons-nous des expériences de commerce équitable, localement et dans le pays ?*
- *Quels en sont les acteurs, les communautés impliquées, leur fonctionnement ?*



SOLIDARITE ET JUSTICE AU CŒUR DES RELATIONS NORD-SUD

Le commerce équitable est la mise en place d'un véritable partenariat économique, producteurs et consommateurs étant sur un pied d'égalité, dans le dialogue, la transparence, le respect mutuel. La vente des produits à un prix fixé d'avance, et plus élevé que dans le commerce classique, permet aux producteurs un revenu.



*Denis Lambert, ex-porte parole des Magasins du Monde OXFAM
Belgique Mai 2007*

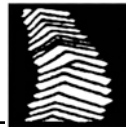
Ils peuvent ainsi s'organiser pour mettre en route des projets de développement à l'échelle locale. Ils ont accès à leurs Droits fondamentaux : santé, éducation, logement, protection sociale, etc. Cette réussite repose sur trois principes : relation commerciale durable entre producteurs et acheteurs, avec la garantie de prix stables et rémunérateurs, accompagnements des organisations des producteurs, pour réaliser des projets de développement locaux ; information des consommateurs.

Il s'agit aussi, dans les associations du Nord, de défendre et promouvoir un certain nombre de valeurs : solidarité et justice avec les partenaires du Sud ; travail pour la paix et le désarmement ; refus de toute forme de xénophobie et de racisme. Ce qui conduit à des changements individuels, sociaux et politiques, pour un développement durable et solidaire au Nord et au Sud. Ce qui exige un fonctionnement démocratique et participatif des organisations, une transparence de gestion et d'action, la valorisation des compétences de chacun.

Exigence de la mobilisation sociale

Les choix économiques du commerce équitable impliquent des choix politiques. La solidarité économique exige un projet politique de transformation sociale, et donc la mobilisation sociale. Car les deux modèles de commerce et de développement – libéral d'un côté, solidaire de l'autre – s'affrontent au Nord et au Sud. Ce qui provoque dans chaque pays à regarder les réalités locales pour voir comment fonctionne la société, et comment agir pour la rendre solidaire.

De plus en plus, dans les pays du Nord, les consommateurs prennent conscience de leurs responsabilités d'acheteurs de produits du Sud. Les grandes chaînes de distribution ont compris qu'il y avait là une possibilité de se positionner, pour se donner une « bonne image » de commerce, mais aussi pour en tirer profit. Questions : les chaînes de la grande distribution veulent-elles vraiment le développement des producteurs du Sud ? Ne faut-il pas aussi que le produit équitable soit vendu dans des conditions équitables pour les employés de la grande distribution ?



Changer les règles du commerce mondial

L'essentiel de ce commerce se fait du Sud vers le Nord, où sont les consommateurs. Mais si des producteurs donnent la priorité aux produits d'exportation – café, thé ou fruits – auront-ils encore la possibilité de cultiver pour leur propre nourriture ? Il y a donc un risque que les producteurs, même dans le commerce équitable, ne dépendent trop des produits achetés dans le Nord. Se pose donc la question du développement du commerce équitable à l'intérieur de chaque pays, pour répondre aux besoins locaux des populations et à leurs habitudes alimentaires. C'est poser la question de la souveraineté alimentaire, et de la mise en œuvre d'un autre type d'économie, l'économie solidaire.

Car, à travers le commerce équitable, il s'agit de donner du pouvoir aux producteurs locaux, en permettant de développer des productions adaptées à l'environnement, à la culture et à l'histoire des populations. Il y a donc la dimension socio-économique de ce commerce, par le soutien aux petits producteurs, mais aussi par la proposition d'une alternative de consommation dans les pays du Nord. Il y a aussi une dimension éducative, par le développement d'un regard critique sur les modes de consommation et de commerce, au Sud et au Nord. Il y a enfin une dimension politique, par la sensibilisation des citoyens pour faire pression sur les décideurs politiques et économiques, afin de changer les règles du commerce mondial.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelle est l'importance dans le pays des formes alternatives de commerce ?*
- *Comment ces alternatives provoquent à analyser les mécanismes du commerce local, national, régional, mondial ?*

Exigences pour le commerce équitable

Quatre exigences sont à affronter pour développer le commerce équitable et agir pour la transformation du commerce mondial classique :

- Travailler à une profonde réforme des organisations internationales financières (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce) ; faire en sorte que ces organisations aient comme référence les Droits de l'Homme tels que proclamés par l'ONU en 1948 ;
- Agir pour que les règles du commerce et de l'économie soient subordonnées aux Droits économiques et sociaux, et en particulier au Droit à l'alimentation qui peut se réaliser par la souveraineté alimentaire ;
- Engager le débat, localement et mondialement, sur le niveau des prix agricoles à la production, afin que les producteurs et les familles puissent vivre décemment de leur travail et de la vente de leurs produits ;
- Mettre en œuvre le droit des Etats ou des groupes d'Etats à protéger leurs productions agricoles locales, leurs marchés, leur commerce local ; ce qui est la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire, par le pouvoir politique.

(D'après la revue française « Altermondes » N° 3 – septembre-novembre 2005 – Dossier « Commerce et développement »)



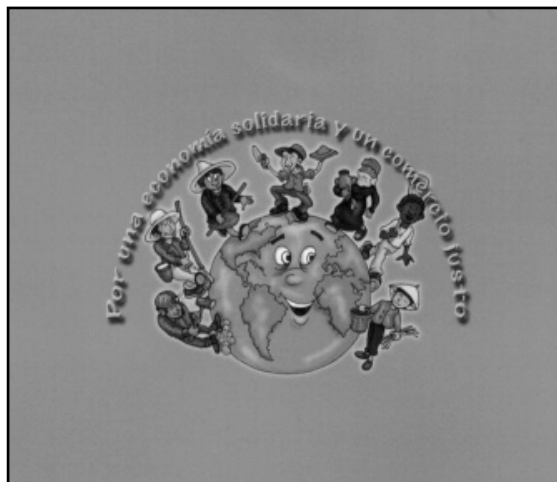
MULTIPLIER LES « GOUTTES D'EAU »

Dans de nombreux pays, des actions sont menées pour développer le commerce équitable de proximité. Au Chili, la « Fondation Solidarité » soutient 84 ateliers artisanaux employant 449 producteurs pour leur accès aux marchés locaux. Au Burkina-Faso, des handicapés produisent des objets en cuir et du tissage, ce qui leur permet d'avoir un revenu, et d'exister en tant que personnes sociales, au regard de leurs familles et de leurs enfants. Au Népal, des Intouchables produisent des objets d'artisanat local, en lien avec une entreprise locale créée par des Intouchables.



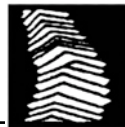
Foire Paysanne, El Salvador 2006

Au Pérou, la production d'artisanat pour le commerce équitable met en évidence des caractéristiques : il développe l'emploi pour les femmes qui ont ainsi des revenus monétaires ; le fait d'avoir des revenus entre les mains des femmes change les relations sociales entre femmes et hommes ; cet artisanat fixe de l'emploi en monde rural, ce qui est un frein à l'émigration ; il assure la préservation des métiers et des savoir-faire locaux. L'impact en est une auto-estime de soi personnelle et communautaire : nous sommes capables de produire et de maîtriser notre mode de vie et notre avenir.



*Logo du manuel
d'Economie Solidaire,
édité par la Plate forme
d'agriculture durable
du Salvador*

Au Guatemala, 64 % des terres cultivables sont entre les mains de 2,2 % de la population. Depuis 1990, la Pastorale de la Terre Interdiocésaine (PTI) aide les paysans à s'organiser et à développer l'agriculture biologique dans le cadre de l'économie solidaire. Les produits sont vendus dans des circuits courts locaux, en lien direct avec les consommateurs et des collectivités (hôtels, restaurants, cantines). Ce commerce équitable de proximité permet une large information des consommateurs locaux sur les enjeux de l'agriculture biologique (sans pesticide ni OGM), et développe de nouvelles solidarités dans le pays.



Chaque personne peut agir pour un commerce plus juste

Au Laos, une association développe la culture du riz en zone de montagne, et assure la formation des paysans : croissance de la production, développement d'un marché local. Les paysans cultivent le riz, développent d'autres cultures, aménagent des pistes pour le transport, transforment localement les productions. Ce commerce équitable s'inscrit dans la dynamique de la souveraineté alimentaire. « En produisant biologique et équitable, nous pouvons et devons convenablement utiliser notre terre, pour nourrir les paysans et la population locale ».

En Espagne, le Mouvement rural soutient le développement du commerce équitable et développe des actions d'information et de sensibilisation de la population rurale pour une meilleure équité dans le commerce mondial. Il incite les membres du Mouvement à valoriser les produits équitables, mais aussi à agir pour des conditions sociales et écologiques dans la production locale, la transformation, le transport et la commercialisation des produits.

Le même Mouvement propose trois types d'actions. En tant que travailleur, lutter pour des conditions sociales et de travail plus justes, en encourageant des pratiques de coopération et toute forme collective développant la participation et l'engagement de tous. En tant que consommateurs, changer notre mode de consommation dans les pays riches pour augmenter notre qualité de vie : produits biologiques, produits équitables respectant le travail des producteurs payés à un prix juste. Quand nous avons des moyens financiers, même modestes, nous demander ce que fait la banque avec notre argent : rechercher le maximum de profit pour elle, ou chercher à agir pour une économie solidaire ? Ce qui peut conduire à faire le choix d'une banque éthique, de fonds solidaires et éthiques, dans le cadre de l'économie solidaire.

Les Droits de l'Homme, socle de la justice

Le commerce équitable pose comme exigence la participation démocratique de chaque personne et communauté, ce qui valorise le pluralisme d'idées, d'expériences, de motivations, etc. Il encourage la participation individuelle et collective pour mettre en œuvre les objectifs, et les évaluer. Par la formation et l'éducation des acteurs de toute la filière, le commerce équitable aide à prendre conscience des mécanismes économiques et sociaux, de la situation locale à l'analyse mondiale.

Ce qui conduit au refus des inégalités. Le commerce équitable peut ainsi contribuer à créer une utopie porteuse d'espérance pour les peuples pauvres et les populations marginalisées. Est-ce une goutte d'eau ? Mais une goutte d'eau rafraîchit la vie des producteurs. Il faut donc situer le débat sur le terrain politique par le combat pour une autre mondialisation. Et par conséquence, chercher des relations justes et solidaires entre producteurs et consommateurs, aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Nous en revenons toujours au principe de la souveraineté alimentaire, avec comme référence les Droits humains pour tous.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- Quelles actions menons-nous, ou pouvons-nous mener, personnellement et en groupe ou communauté, pour favoriser le commerce équitable, la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire ?



**L'interview de ce numéro est
consacrée à Teresa Martinez Delgado,
membre de la coordination générale
de CEDESA, du Mexique**

Teresa, pourrais-tu te présenter?

Je m'appelle Teresa Martinez Delgado. Je participe à la coordination générale de CEDESA (Centre de développement agricole) et je représente le Réseau Mexicain de Commerce Communautaire à Mexico (REMECC). J'ai participé à 2 Rencontres Mondiales de la FIMARC en 1992 et 1996 car CEDESA est Organisation Associée de la FIMARC.



Lucha Riviera, co-fondatrice de CEDESA a assuré 2 mandats au sein du Comité exécutif et cela nous a permis de nouer des liens étroits avec la fédération. La FI-MARC est pour nous un espace de réflexion et d'analyse de notre engagement chrétien, et nous a permis de connaître les situations différentes que vivent les pays d'Amérique latine et du reste du monde, de créer des liens avec d'autres organisations nationales et de tisser des liens de solidarité. Tout cela nous a permis de développer une vision holistique de notre travail en tant que CEDESA.

Quelles ont été les motivations de votre action ?

Dans les années 90, avec le traité de libre commerce, les petits producteurs mexicains ont été confrontés à une situation difficile. Le système économique dominant qui cherche uniquement la compétition et non le partage, l'accumulation des bénéfices et non pas des solutions aux nécessités de base, qui attente à la vie elle-même en promouvant une économie déshumanisante a généré un appauvrissement des personnes du milieu rural. Nous avons été confrontés au manque d'emploi ou à des emplois mal rémunérés par la fermeture d'entreprises et de marchés aux produits mexicains. Dans le même

temps, nous avons vu les frontières s'ouvrir aux entreprises transnationales qui exploitent nos ressources, qui vendent notre terre, notre eau, nos minéraux, notre énergie et jouissent de la main d'œuvre bon marché des Mexicains.

Cette situation nous a obligé à trouver des formes alternatives de marché pour que les petits producteurs puissent survivre.

Comment avez-vous initié cette action ?

En 1992 CEDESA avec l'Action Paysanne et CALPULLI (des USA) a provoqué une réunion sur le Commerce alternatif à laquelle ont participé 45 producteurs agricoles, petits éleveurs, artisans, coopératives de prêts et de crédits. Le Père Graziano Masón et Ruben Tapia du réseau latino-américain de Commerce Communautaire, le RELACC dont le siège est en Equateur étaient également présents comme personnes ressources, ayant développé des alternatives dans leur pays. L'objectif de cette rencontre était d'analyser les problèmes de marché et de tenter de trouver des alternatives concrètes à nos problèmes locaux. C'est ainsi que nous avons rejoint le RELACC et commencé à travailler, en suivant leurs conseils et expériences.



Une première étape a été de structurer notre organisation par région, ce qui fut la base pour donner l'impulsion au réseau national et de fixer les axes de travail : la production, la transformation et la commercialisation; la formation; l'auto approvisionnement et l'épargne.

Une autre action immédiate a été de mettre en place un système d'achats en commun de matériel de base afin d'obtenir de meilleurs prix et d'initier l'échange de haricots, de maïs, de miel entre les producteurs en fixant les prix de commun accord, ce qui fut la base du marché solidaire montrant d'autres formes possibles d'échanges.

En avançant dans l'activité de production avec comme critère la production d'abord pour la consommation, nous avons commencé à vendre nos excédents de production en faisant du porte-à-porte pour que les produits aillent directement à ceux qui les consomment. Nous avons ensuite développé des "semaines de dégustation" en accord avec les gouvernements locaux, pour toucher un plus large public et nous faire connaître dans les autres états du pays.

Pourrais-tu nous parler des foires nationales?

Notre participation au réseau RELACC nous a permis de connaître des expériences d'autres pays. Entre autres, les foires mais aussi la participation à 2 sessions de Tianguis Tláloc de la ville de Mexico. Ces diverses expériences nous ont motivé pour organiser dans les installations de CEDESA, une première foire régionale qui eut un impact très fort dans la région et qui motiva fortement les communautés paysannes, des organisations sociales et quelques organisations officielles pour donner vie à un système d'échanges et de trocs.

La 2^e Foire de 2001 a été réalisée sur une place publique à Dolorès Hidalgo et depuis nous en sommes à la 8^e édition qui a eu lieu les 04 et 05 août dernier avec un succès grandissant. Le nombre des participants a été en augmentant avec quelque 300 producteurs qui ont présenté des produits biologiques, des produits de médecine traditionnelle, des aliments, de l'artisanat... 18 états du pays étaient présents et ont présenté des activités culturelles et artistiques.

Des tables rondes étaient organisées sur différentes thématiques, des ateliers étaient proposés aux enfants, aux jeunes et aux adultes avec des échanges d'expériences, de vie paysanne durable, de table de négociation, de monnaie sociale, de trocs et de multi trocs... Notre foire est connue sous le nom de " Foire nationale des producteurs et des consommateurs " Lucha RIVERA" pour une vie digne et soutenable".

Nuestra Experiencia con las Ferias de
Productores y Consumidores
"Por una Vida Digna y Sustentable"



Red Mexicana de Comercio Comunitario
REMECC.

Centro de Desarrollo Agropecuario, A.C.
CEDESA

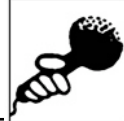
Agosto 2003

Quel est l'objectif général de ces Foires?

L'objectif général est de renforcer les organisations de producteurs et de consommateurs par l'échange de connaissances et d'expériences qui permettent d'avancer dans la construction d'espaces et de formes d'échanges de biens et de services plus justes pour toutes et tous.

Les foires sont le moyen de récupérer nos valeurs communautaires et nos traditions culturelles comme le troc ou l'échange solidaire, la promotion de monnaie alternative, la promotion d'une consommation socialement responsable et de produits sains; la production biologique qui respecte le milieu environnemental par des styles de vie qui permettent le développement de la personne avec une vision holistique, en harmonie avec les êtres humains, leurs cultures, la nature et Dieu.

Ces foires sont le reflet, la visualisation des actions quotidiennes que les producteurs réalisent pour construire une Vie Digne et ainsi renforcer l'économie et l'alimentation des familles et des communautés.



Marché local de Dolorès Hidalgo, Mexique

Elles ont aussi un sentiment très fort de fête et sont pour nous des espaces intenses pour nous reconnaître comme Personne.

Quels sont les résultats que vous constatez au fil des années?

Nous pouvons constater l'augmentation progressive dans la participation des organisations de producteurs avec des incidences publiques au niveau tant local que régional ou encore national.

Un autre résultat est l'utilisation de monnaie sociale, de pratique du troc et les liens développés entre 85 organisations et réseaux au niveau du pays, ce qui a donné une visibilité aux groupes de producteurs. Nous pouvons aussi constater le développement de valeurs comme la solidarité, l'appui mutuel, l'accord pour fixer des prix justes, le développement de productions respectueuses de la nature et la revitalisation de notre culture et de nos traditions.

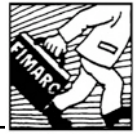


En dehors des foires, avez-vous développé une organisation plus quotidienne et permanente de vos actions?

Du fait d'une production plus stable et permanente, les espaces pour le marché communautaire sont nécessaires. Les marchés locaux sont des espaces permanents où les producteurs peuvent offrir leurs produits. Depuis 3 ans dans la commune de Dolorès Hidalgo, des producteurs de 6 communes voisines se réunissent tous les 8 jours pour exposer et commercialiser les produits dans un système de vente directe des producteurs aux consommateurs. Ces petits producteurs peuvent ainsi améliorer leur économie familiale. Les produits présentés sont des spécialités régionales; des produits dérivés du maïs, du miel et propolis, des produits du figuier de Barbarie, du pain intégral, de l'artisanat, des plantes médicinales, des produits de médecine naturelle....

Une autre initiative est le Panier mexicain. Il s'agit d'achat en commun et de distribution de 84 produits de base dans 16 communautés paysannes de 3 municipalités qui comptent 150 familles. La distribution est mensuelle. Cette organisation s'est mise en place pour assurer le ravitaillement des familles paysannes et les aider à s'enraciner dans leur milieu. L'idée de ce panier est de pourvoir ces familles avec des produits qu'ils ne produisent pas et pour améliorer leur alimentation. C'est aussi un moyen de rapprocher les producteurs des différentes régions du pays. Ce système crée une sécurité alimentaire des familles paysannes leur permettant d'économiser 25% des coûts grâce à cette vente directe, de consommer des produits de qualité et d'améliorer leur alimentation, d'échanger des semences de base d'une communauté à l'autre et de connaître les producteurs des autres régions.





Informations générales

Coordination

La Secrétaire générale s'est rendue en Egypte en juillet dernier. L'objectif de la visite était notamment de rencontrer Mgr Ibrahim, Evêque de Minia, diocèse du Père Abraam, le nouvel Aumônier de la FIMARC, afin de préciser la mission d'accompagnement qui lui a été confiée. Le Conseil Pontifical pour les Laïcs ayant donné son approbation pour cette nomination, le Père Abraam prendra ses fonctions en remplacement du Père Didier Le-febvre en novembre prochain.



*Des responsables du MFC Togo
avec le coordinateur africain et
l'Aumônier international
Kara Togo, juillet 2007*



*Mgr Ibrahim Sedrak, Evêque de
Minia - Egypte juillet 2007*

Le Coordinateur de l'Afrique de l'Ouest et l'aumônier international ont profité de leur présence dans la région, participant au Forum Citoyen organisé par la JICI, pour rencontrer les responsables nationaux des mouvements MFC du Togo et MCR du Bénin. Une rencontre régionale sera organisée dans cette région en 2008, permettant ainsi aux pays proches de se rencontrer, échanger et développer des stratégies communes notamment en matière de souveraineté alimentaire.

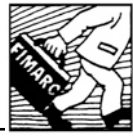
Les coordinateurs européens se sont réunis pendant 4 jours en Croatie pour jeter les bases du séminaire continental prévu en 2008. La Croatie pourrait être le pays hôte de ce séminaire, raison pour laquelle le programme était organisé dans ce pays. Les coordinateurs ont eu l'occasion de mieux connaître l'organisation NAUK en lien avec la FIMARC depuis quelques années et se rendre compte de la réalité rurale de ce pays.

La 34^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO aura lieu à Paris du mardi 16 octobre au 03 novembre. Un forum international de la société civile sera également organisé le 25 octobre par l'UNESCO autour de 2 thématiques : » Citoyens et Gouvernance mondiale – Unis dans l'action » et « Partenariats multiples pour atteindre les objectifs de l'UNESCO –

La CIDSE, Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité organise du 24 au 26 octobre à Soesterberg (Pays-Bas) une conférence dans le cadre du 40^{ème} anniversaire de la publication de la lettre encyclique *Populorum Progressio*.

Populorum Progressio ayant considérablement influencé l'action de la CIDSE, de ses organisations membres et de leurs partenaires au cours de ces 40 dernières années, la CIDSE tient à marquer cet anniversaire par une conférence prospective sur l'identité et l'avenir de l'action catholique de développement. L'approche participative et la nature de la conférence devraient permettre aux participants d'engager une réflexion approfondie sur les défis et les opportunités qui interpellent en ce moment même l'action de développement catholique et de stimuler un débat ouvert sur les valeurs, visions et perspectives de demain.

La JECI et le MIEC ont tous deux tenus leur Conseil national au cours des mois précédents. Les nouveaux élus ont pris leur fonction dès le mois de septembre à Paris. Nous leur souhaitons bonne route dans cet engagement aux services des étudiants. A Bruxelles, la JOCI a fêté ses 50 ans de coordination internationale. En juillet, c'est le MIAMSI et la JICI, mouvements d'indépendants jeunes et adultes qui organisaient conjointement leur deuxième forum citoyen en Afrique.



L'assemblée générale de la Conférence des OIC a eu lieu à Paris en juin dernier. C'était aussi le moment de fêter les 80 ans de la COIC et de planifier son futur tenant compte la proposition de la Secrétairerie d'Etat qui souhaite mettre sur pied un Forum des ONG internationales catholiques.

La COIC a décidé en AG de poursuivre ses activités sous la forme d'un regroupement. A cette fin le Comité de coordination a obtenu prolongation de son mandat pour rassembler les éléments apportés par le groupe de travail et les débats pour présenter et formuler un concept clair de plate forme et de regroupement.



Conférence des OIC, Paris Juin 2007



*Father Abraam et des membres du Staff de l'ADIM
Egypte - Juillet 2007*



PUBLIE PAR

Fédération internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)